

Le Point
Publicité

Réservé aux abonnés

Mélenchon : vers une nationalisation progressive des grandes entreprises ?

Selon François Écalle, la taxation de l'héritage à 100 % au-delà de 12 millions d'euros pourrait conduire à une « collectivisation rampante ».



Par Marc Vignaud



Publié le 15/06/2022 à 20h00



Imposer l'intégralité des héritages à 100 % à partir de 12 millions d'euros, qui peut être contre ? « Au-delà de 12 millions, je prends tout », résume Jean-Luc Mélenchon dans une formule dont il a le secret.

Sa mesure serait un outil puissant de réduction des inégalités de patrimoines, qui a beaucoup augmenté ces dernières décennies. Mais elle pourrait avoir des conséquences ignorées, prévient l'ancien magistrat de la Cour des comptes, François Écalle, dans un article publié dans Le Nouvel Économiste. Favorable à l'augmentation de la fiscalité des héritages en échange d'autres baisses d'impôts, celui qui tient depuis plusieurs années un site de référence sur les finances publiques, Fipeco, considère qu'elle serait « extrêmement dangereuse ». Il souligne que les héritiers seraient obligés de vendre les actions de l'entreprise familiale pour payer leurs droits de succession. Le programme de la Nupes ne prévoit en effet aucune exception pour le patrimoine professionnel. Pourquoi pas. Après tout, rien ne dit que l'héritier sera un bon gestionnaire de l'empire familial...

À LIRE AUSSI

Le hold-up de Mélenchon sur la Banque de France

Reste à savoir qui va racheter les parts. Les autres familles riches seront soumises à l'ISF renforcé et ne pourront pas forcément se porter acquéreur. Le reste de la population française prendra-t-elle le risque de faire des investissements aussi risqués ? Jean-Luc Mélenchon promet de contraindre les détenteurs d'assurance-vie, par exemple, à investir leur argent dans le système productif français. Mais le risque est bien que ces entreprises soient rachetées par des concurrents, voire, et surtout, par des étrangers, qu'ils soient des individus, des entreprises ou des fonds de pension. Cela n'aboutirait d'ailleurs pas nécessairement sur une plus mauvaise gestion...

Mais, comme le fait remarquer François Écalle, il est peu probable qu'une majorité Nupes laisse faire. D'où sa crainte : que l'État récupère les actions en paiement de droit de succession. Ce qui pourrait aboutir à une « collectivisation rampante » de ces entreprises. Une « nationalisation progressive » et « sans indemnisation » qui ne dirait pas son nom... « De telles mesures, considère-t-il, ont été mises en œuvre dans les pays où des partis communistes ont pris le pouvoir avec des résultats désastreux pour l'économie et les libertés. »

Dans une affiche de campagne, la Nupes promet une pluie d'impôts sur les plus gros patrimoines. L'alliance des partis de gauche prévoit 12 milliards de plus sur l'ISF, 17 milliards d'impôts supplémentaires sur les héritages, mais aussi de façon plus étonnante, 30,3 milliards d'euros d'impôts supplémentaires sur le patrimoine des plus riches, dont on peine à comprendre d'où ils pourraient provenir, comme le fait remarquer l'économiste Antoine Levy sur [Twitter](#), regrettant un très « haut niveau de délire ».

À LIRE AUSSI

Piketty et Mélenchon, deux versions divergentes d'un même programme

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [Les autres folies du programme Mélenchon](#)
- [L'épouvantail Mélenchon vu d'Allemagne](#)
- [Législatives : il est minuit pour Cendrillon-Mélenchon](#)
- [Législatives : les points chauds du second tour](#)
- [Mélenchon, le miracle du « gouvernement par les besoins »](#)
- [Le rapport qui démolit le programme économique de Mélenchon](#)

ECONOMIE

POLITIQUE

25 Commentaires 

[Commenter](#)

Par jpleg le 16/06/2022 à 13:38

Et.....

Comme toutes les entreprises nationalisées donc gérées par l'état périssent ça fait un beau programme ! Il suffit s'ouvrir le journal pour le savoir. Exemple : les compagnies d'assurances dans le collimateur de Mélenchon : UAP rachetée par AXA, GAN rachetée par Groupama, AGF rachetée par Allianz etc. ... étaient toutes en déficit pendant des années. L'état devait remettre au pot tous les ans avec l'argent des français (impôts) pour les maintenir à flot. Maintenant quelles sont dans le domaine privé tout va bien et contrairement à ce qui se passait avant les nouvelles compagnies payent des impôts au profit de l'état et donc des français ! Alors les nationalisations une solution ? Sûrement pas bien au contraire !

Par Brulau le 16/06/2022 à 13:12

A côté de Jlm

Georges Marchais était un enfant de chœur qui nous faisait rire. Ce bas de plafond nous ferait plutôt pleurer, et il ne semble pas prêt à faire ses valises. Il est urgent de mettre à la retraite le petit leader Marx... Imo !

Par zanzan le 16/06/2022 à 12:16

Au secours G Marchais est de retour !

Ça rappelle de bons souvenirs...